

La LGV de tous les dangers

LE POPULAIRE
9 juillet 2009

La ligne à grande vitesse (LGV) Limoges-Poitiers provoque un vent de révolte chez les agriculteurs de Nantiat et Saint-Junien-les-Combes.

Maurice Fougeras

La campagne de Bellac prend de plein fouet le projet de LGV.

Sans attendre le tracé définitif qui sera décidé à l'automne, les agriculteurs se rassemblent et se mobilisent. Le ton qu'ils emploient est sans équivoque sur leurs intentions d'actions. « Nos métiers et nos vies sont en danger, disent-ils. Toutes les fermes sont massacrées. Notre avenir même ne signifie plus rien. C'est le feu qui couve dans nos campagnes. Nous avons de gros tracteurs et on ne se garera pas à chaque fois ».

"Nous avons de gros tracteurs et on ne se garera pas à chaque fois..."

Sur le fond, ils n'aiment pas la menace et mesurent leurs paroles mais les sous-entendus sont évidents. « On ne se garera pas à chaque fois » signifie bien qu'ils sont prêts à passer à une forme d'action plus musclée. « Quand on n'a plus rien à perdre, on agit différemment... »



A LA VUE. Sur la route de Saint-Junien-les-Combes à Nantiat, les slogans forts se multiplient et témoignent de la légitime détermination du monde agricole.

Pour l'instant, agriculteurs et riverains se concertent, examinent une situation qui ne fait rire personne. Ils sont parfois au bord des larmes mais se reprennent : « Pour tous, c'est soit la déprime, soit la révolte... Mais on veut se battre pour nos enfants. On ne se laissera pas faire et, pour cette raison, nous avons créé des associations ».

Le 20 juin, "L'association de Défense du Pays de Nantiat" a été déposée à la préfecture et va paraître au Journal Officiel. Du côté de Saint-Junien-les-Combes, tout est allé très vite après la réunion houleuse de Bellac. Le lundi 30 juin, Jean-François

Lecourt a pris la parole en public pour exprimer sa détresse devant le projet qui « coupe en deux sa ferme dans le sens de la longueur ». Les responsables de Réseau Ferré de France (RFF) ont dit être à l'écoute des cas particuliers mais sans apporter de vraies solutions sur le terrain pour les exploitants. Tous ont même le sentiment que "l'affaire est déjà réglée avec le consentement des politiques..."

L'intervention poignante de Jean-François Lecourt a fait l'effet d'un signal d'alarme qui, à défaut d'arrêter le train, a semé la panique chez les voyageurs. Tous ses voisins du hameau du

"Mont au Picard", du "Mas de l'Or" et au-delà, ont rallié sa cause. En une nuit, le temps d'une réunion, une association a été mise en place. Elle ne porte pas encore de nom mais elle va aussi rendre officiel ses statuts à la préfecture de Limoges. En tout cas, elle a sorti et largement diffusé un tract avec un slogan "LGV : nos vies, nos métiers en danger". Pour l'association nantiaude, Jacques Lefort dénonce les « informations données tardivement et de façon complexe par la multiplication des tracés ». Il parle de « conspiration du silence des élus qui sont au courant depuis 2006. Ils doivent pourtant savoir que sur

le TGV Est, la Région concernée paye le déficit... Pour conforter notre défense, il faut qu'on se fédère. On va contacter toutes les associations qui sont contre le projet, de défense de la nature et autres. Cela fera boule de neige ».

"La conspiration du silence des élus"

Jean-François Lecourt voit la menace « comme un vrai cauchemar. On a bien assez de la vie d'agriculteur à gérer avec conjoncture et climat. J'avoue qu'en ce moment on délaisse le tracteur. On a tous la tête ailleurs ». Son épouse Virginie rappelle qu'ils ont eu connaissance du projet LGV en mai dernier en rencontrant sur leurs terres des enquêteurs sur la petite faune, des libellules aux crapauds. « Je n'ai rien contre les petits animaux mais ce sont les gens que je veux défendre. Michel Bessagnet, dans une ferme proche, a monté une chèvrerie avec grand mérite. Il risque de tout perdre ».

Les agriculteurs se voient mal faire de gros détours pour les bovins ou les engins agricoles. Ils ne veulent surtout pas renvoyer le problème sur l'autre tracé envisagé : « A Vaulry, ils sont agriculteurs comme nous. Nous sommes contre un tracé qui va dilapider des exploitations pour un petit quart d'heure gagné entre Paris et Limoges ». ■

MOBILISATION ■ Deux associations de défense se sont formées et la révolte s'installe

Ils ont hissé le drapeau noir

Sur le tract de l'association qui se forme à Saint-Junien-les-Combes, des explications sont fournies sur les conséquences de la LGV.

Les auteurs ont même rajouté des dessins humoristiques démontrant qu'ils ont rapidement cerné le problème.

Ce tract incite les habitants à se manifester : « accrocher un tissu noir à vos maisons, vos fenêtres, vos clôtures, à l'entrée de votre village ».

La consigne a été bien suivie et ces signes jalonnent les habi-

tations et leurs abords au "Piotier", au "Mont au Picard", au "Mas de l'Or" mais aussi à "La Daive", "La Garde", "Chalivat", "Leyssart", "Clavière"...

Non sens économique, gouffre financier, nuisances, etc.

L'association de Défense du Pays de Nantiat a sorti, sur une feuille simple recto-verso, un texte expliquant le non-sens économique du projet, le gouffre financier, les expropriations, les nuisances etc.

Il est clair que l'information a circulé à grande vitesse.

Les fermes, qui jalonnent l'éventuel tracé, ont la particularité d'être "en longueur" et seraient partagées de façon irrationnelle.

Impossible de rappeler

Les fermiers ne peuvent envisager faire de gros détours pour les bovins ou les engins agricoles. Il y aurait perte de temps et d'énergie. Charles Damar assure « qu'il est impossible de rappeler de Bellac au Buis ».



ANMOBILISATION. Au Mont au Picard, le symbole est clair, comme dans de nombreux villages.